

La réaction du PS à l'initiative contre « l'emprise étrangère »¹ de 1974

Rafael Mörgeli

La critique (notamment de la part de Helmut Hubacher et du PS zurichois) selon laquelle le PS ne réagit que passivement aux initiatives contre « l'emprise étrangère » s'est poursuivie jusqu'en 1974. C'est ce qui ressort du procès-verbal de la séance du comité directeur du PS Suisse du 17 janvier 1974. Mais cette fois-ci, il s'agissait de l'initiative contre « l'emprise étrangère » déposée par « l'Action nationale ». Celle-ci voulait limiter la proportion d'étranger-ère-s en Suisse à 500'000, le nombre de naturalisations par an à 4'000 et la population étrangère à 12%. L'Union syndicale suisse et le PS bernois ont proposé d'élaborer un contre-projet à cette initiative. Cette proposition a été soutenue entre autres par le président du parti Arthur Schmid, qui craignait une acceptation de l'initiative et argumentait qu'un contre-projet pourrait la désamorcer. Les opposant-e-s à l'idée de présenter un contre-projet (entre autres le conseiller fédéral Pierre Graber) estimaient que l'initiative de « l'Action nationale² » était moins dangereuse que celle de Schwarzenbach (qui avait entre-temps quitté l'AN) et qu'il fallait garder l'idée de faire un contre-projet pour celle-ci. Le facteur temps jouait également un rôle pour les opposant-e-s à la proposition, car ils pensaient que les électrices et électeurs se prononceraient plutôt en défaveur d'un projet sur l'immigration avant les élections (qui étaient à l'époque prévues après l'initiative déposée par Schwarzenbach). Le comité directeur a décidé par six voix contre quatre d'élaborer un contre-projet et a également décidé (clairement cette fois) de convoquer une commission avec l'Union Syndicale Suisse (USS) pour se pencher sur la question des étranger-ère-s. Cela montre que le résultat serré de l'initiative de 1970 incitait la direction du PS à une grande prudence face au sujet. Au Conseil national, la proposition du PS d'élaborer un contre-projet a échoué. Au Conseil des États, la proposition de contre-projet déposée par Walter Weber (PS/SO) a été rejetée par 39 voix contre 4.

Le PS fut très déçu par cet échec. Lors de la réunion du comité directeur du 31 août 1974, le mot d'ordre a été fixé et l'action du PS discutée. Il est ressorti de cette discussion un rejet unanime de l'initiative, mais aussi l'insatisfaction de voir que le PS n'entendait à nouveau réagir que de manière défensive. Non seulement il n'y avait pas de projet en réponse aux initiatives de l'AN et du nouveau parti de Schwarzenbach, « les Républicains », mais la commission composée du PS et de l'USS ne s'était pas encore réunie. A la demande du rédacteur en chef du « Tagwacht³ », Richard Müller, une réunion extraordinaire du comité directeur du parti a été convoquée pour se pencher exclusivement sur la question des étranger-ère-s. Le Tagwacht avait lui-même rédigé une initiative pour une politique d'immigration de gauche, mais celle-ci n'a pas trouvé d'écho auprès de la direction du PS. Malgré cela, la proposition de Müller fut approuvée à l'unanimité et la séance extraordinaire, dont le seul point à l'ordre du jour était la thématique des étranger-ère-s, eut lieu le 21 septembre 1974.

Lors de cette réunion, on a d'abord expliqué une nouvelle fois pourquoi elle avait eu lieu. Le procès-verbal dit : « Au début, personne n'utilise la possibilité de prendre la parole ». Mais ensuite, Richard Müller, qui avait demandé la convocation de cette réunion, a ouvert

¹ Il s'agissait de la deuxième d'une série d'initiatives similaires lancées par James Schwarzenbach.

² L'Action nationale (AN) (ou Parti Démocrates suisse) était le parti de James Schwarzenbach, mais il l'a quitté par la suite.

³ Le « Berner Tagwacht » était un journal suisse social-démocrate. Il a été édité de 1893 à 1997.

la discussion. Il a demandé si et comment le PS envisageait d'aborder le sujet au niveau constitutionnel. Le président du parti, Arthur Schmid, a présenté trois possibilités de réaction : au niveau constitutionnel, législatif ou par déclaration. Ces trois possibilités ont été discutées, toujours avec l'initiative Tagwacht comme possibilité et, nouvellement, avec une initiative que le Mouvement ouvrier catholique avait mise en jeu. Finalement, on a voté pour savoir s'il fallait lancer sa propre initiative, ce qui a été rejeté par sept voix contre 28.

Le PS a donc continué à traiter le sujet « immigration » de manière défensive. L'initiative Tagwacht n'a jamais été lancée. Elle ne figure ni parmi les initiatives populaires qui ont abouti ni parmi celles qui n'ont pas été réunies. Mais l'initiative du KAB (Mouvement ouvrier catholique) a été soumise au vote. Elle est devenue la première réaction proactive des opposant-e-s à la xénophobie : l'initiative « être solidaires ».

Source

MÖRGELI Rafael, *Die SP in der Defensive : Sozialdemokratische Antworten auf Überfremdungsinitiativen*. Zürich, 2019. (Travail de séminaire non-publié, traduit de l'allemand par deepL)